

Le sport canadien : juste, sécuritaire et ouvert à tous



RAPPORT ANNUEL 2010-2011



MESSAGE AUX PARTIES INTÉRESSÉES

Quand nous regardons en arrière, nous constatons que la dernière année a été à la fois difficile et stimulante pour le Centre canadien pour l'éthique dans le sport. Bien qu'il ait été secoué par un scandale majeur en matière de dopage au sein du football universitaire, le Centre a également terminé sa réorganisation et a élaboré un nouveau plan stratégique afin de continuer d'offrir un sport juste, sécuritaire et ouvert à tous les Canadiens et Canadiennes.

Notre réorganisation nous a permis de progresser dans trois secteurs clés : la **protection** de l'intégrité du sport, l'**activation** d'un système sportif communautaire axé sur des valeurs et animé par des principes et la **défense** d'un sport juste, sécuritaire et ouvert à tous au Canada.

L'an dernier, l'intégrité du sport au Canada a été menacée par les événements et les violations des règles antidopage subséquentes des membres de l'équipe de football de l'Université de Waterloo. Huit athlètes parmi une équipe composée de 62 membres ont violé les règles antidopage. À la suite des résultats de l'Université de Waterloo, d'autres contrôles ont été effectués dans diverses universités canadiennes et cinq athlètes d'autres institutions de Sport interuniversitaire canadien ont été reconnus coupables de dopage. Dans la foulée de cette ampleur inégalée du dopage dans le sport au Canada, le Centre pour l'éthique dans le sport a mis sur pied un groupe de travail national ayant pour but d'analyser les problèmes de dopage au football et d'élaborer un plan d'action visant à régler le problème. Le rapport du groupe de travail a été publié en juin 2011.

Au cours de la dernière année, notre travail de plus en plus complexe en matière de dopage a été souligné par l'introduction de notre programme de Passeport biologique de l'athlète et l'intégration de nos procédures de collecte de prélèvements sanguins dans une version révisée du Programme canadien antidopage (PCA). Au même moment, nous avons approfondi l'élaboration de notre rôle d'enquêteur et de notre programme de contrôle intelligent.

L'an dernier, nous avons travaillé de manière collaborative et collégiale avec nos partenaires et nous les remercions pour leur grand esprit de coopération. Nous aimerions une fois de plus souligner l'importance du partenariat que nous entretenons depuis plusieurs années avec l'INRS-Institut Armand-Frappier et la professeure Christiane Ayotte, sa directrice de renom. Ce laboratoire accrédité de l'Agence mondiale antidopage (AMA) est essentiel à notre lutte contre le dopage dans le sport à l'échelle nationale et internationale.

Le leadership dont nous faisons preuve auprès de Sport pur continue d'influencer la croissance du sport axé sur des valeurs et animé par des principes dans nos collectivités. C'est le travail « en amont » qui est si primordial dans la lutte contre le dopage et contre d'autres comportements contraires à l'éthique qui menacent le sport. Au cours de la dernière décennie, Sport pur a défendu le sport sain au Canada et de plus en plus d'organismes de sport de divers calibres reconnaissent la valeur de leurs programmes lorsque Sport pur en « fait partie ». Tout comme « Intel » et « Gore-Tex » ajoutent respectivement de la valeur à un ordinateur ou à des vêtements, Sport pur ajoute de la valeur aux organismes de sport et à leurs

programmes en aidant leur sport à produire l'excellence et tous les autres avantages pour les individus et les collectivités que nous savons qu'il est possible de produire. La preuve, le Mouvement Sport pur a continué de recruter des membres et il compte maintenant plus de 2 200 communautés, organismes de sport, écoles et installations représentant des millions de Canadiens et de Canadiennes.

L'an dernier, la stratégie nationale du Canada en matière de conduite éthique dans le sport (Stratégie Sport pur) a continué d'évoluer en mettant en valeur l'expertise collective et l'engagement des gouvernements fédéral, provinciaux et territoriaux et des organismes multisports nationaux. La stratégie a déterminé trois secteurs prioritaires : dopage, violence et gouvernance des organismes de sport. Les plans d'action sont bien entamés pour chacun des secteurs prioritaires. Le parachèvement de la stratégie représente une grande contribution au Mouvement Sport pur.

Au Centre canadien pour l'éthique dans le sport, nous avons continué de promouvoir un sport juste, sécuritaire et ouvert à tous sur divers fronts importants. Des enquêtes en matière d'éthique ont été tenues, particulièrement à propos de questions aussi complexes que la place des athlètes transsexuels et intersexuels dans le sport, l'exercice de l'avantage du terrain à la maison par les pays hôte de grands jeux et l'adéquation des organismes nationaux antidopage commandités par l'industrie pharmaceutique. En nous guidant à l'aide de nos valeurs, ces enquêtes en matière d'éthique nous ont permis de naviguer à travers les zones grises de ces questions et de trouver une manière d'équilibrer les intérêts et les droits des individus, du sport et de la société.

De plus, afin de rendre le sport plus juste, sécuritaire et ouvert à tous au Canada, nous avons continué de recruter de nouveaux clients, notamment la Ligue canadienne de football, la Ligue canadienne de hockey, la Fédération internationale de canoë et l'Union internationale de triathlon, allongeant ainsi notre liste de partenaires.

Tout au long de ce rapport annuel, vous découvrirez les nombreuses réalisations que le Centre pour l'éthique dans le sport a effectuées au cours de la dernière année dans tous ces secteurs. Ces réussites sont le résultat du travail que notre personnel spécialisé et professionnel a réalisé avec plusieurs de nos partenaires. L'engagement de notre personnel envers un sport juste, sécuritaire et ouvert à tous au Canada est sans borne et inspirant. Nous désirons une fois de plus souligner à quel point nous apprécions les efforts acharnés et la volonté du personnel du Centre. Il a su accomplir le travail et nous le félicitons!

La gérance du Centre revient à notre conseil d'administration, un petit groupe de Canadiens et Canadiennes éminents et accomplis qui donnent généreusement de leur temps et partagent leur expertise. Ainsi, nous les remercions également et nous leur exprimons notre gratitude.

Nous ne pourrions promouvoir le sport éthique au Canada sans le généreux soutien financier du gouvernement du Canada, par le biais de Sport Canada et du Patrimoine canadien. Nous leur sommes très reconnaissants pour leur confiance à notre égard.

house Walker

Dre Louise Walker Présidente

Paul Melia Président-directeur général

Points saillants

Respect continu de la norme de management de la qualité ISO 9001:2008

Plus de 3 200 contrôles de dopage ont été effectués dans le cadre du Programme canadien antidopage

Le Mouvement Sport pur compte désormais 2 261 membres

Le Fonds communautaire Sport pur a influencé plus de 93 000 enfants et jeunes ainsi que 10 000 bénévoles

L'apprentissage en ligne a été offert à plus de 24 000 athlètes canadiens

Le programme de contrôles sanguins a été entièrement intégré aux procédures de contrôle antidopage du Centre canadien pour l'éthique dans le sport – 527 prélèvements recueillis

Un groupe de travail établi pour faire face à l'utilisation de plus en plus fréquente de substances visant à augmenter le rendement au football, dirigé par Dr Jack Taunton

« La course d'Heather » remporte le premier Défi Sport pur – Donnez en retour à la communauté

De nouveaux moyens de communication ont été lancés : « L'avis de Melia », le blogue de Paul Melia, présidentdirecteur général du Centre pour l'éthique dans le sport, et Sport pur en bonne forme, une infolettre trimestrielle

À l'intérieur

Gouvernance	04
Activer	08
Défendre	12
Protéger	16
Rapport du vérificateur	22



GOUVERNANCE

Le travail du CCES est effectué par du personnel dévoué et professionnel appuyé par un généreux conseil d'administration engagé et bénévole composé de Canadiens et de Canadiennes distingués.



Dre Louise Walker Présidente

La Dre Louise Walker a obtenu son doctorat en médecine de l'Université de Toronto en 1977 et a ensuite obtenu un diplôme en médecine du sport de l'Académie canadienne de médecine du sport et de l'exercice (ACMSÉ). La Dre Walker pratique la médecine sportive depuis plus de 31 ans et elle agit à titre de codirectrice du Centre de médecine sportive d'Ottawa. Elle a été coordonnatrice de programme pour le Programme de compétences supérieures en pratique familiale de la médecine sportive et elle est professeure adjointe à l'Université d'Ottawa. Elle a été médecin de l'équipe de hockey féminin du Canada et elle a agi comme référence médicale dans le cadre de nombreux événements nationaux et internationaux, notamment aux Jeux olympiques et paralympiques d'hiver de 2010 à Vancouver. Elle est également une athlète accomplie : championne canadienne en saut en hauteur (1973), médaillée d'argent aux Jeux du Commonwealth de 1974, elle a participé deux fois aux Jeux olympiques. En 1993, elle a été intronisée au Temple de la renommée des sports de l'Université de Toronto, puis au Temple de la renommée des sports de Nepean en 2008.



David Zussman, Ph. D. Vice-Président

David Zussman, Ph. D. est président de la Chaire Stephen Jarislowsky sur la gestion dans le secteur public de l'Université d'Ottawa et il a été doyen de l'École de gestion de l'Université d'Ottawa de 1988 à 1992. De 2003 à 2010, monsieur Zussman a occupé le poste de commissaire à temps partiel de la Commission de la fonction publique et, en 2003, il a reçu le prix Mention de service public. Il est le président sortant du Forum des politiques publiques et de l'Association canadienne des programmes en administration publique ainsi que le vice-président sortant et le président-directeur général d'EKOS Research Associates. En 1994, il a été secrétaire adjoint du Cabinet, Examen des programmes et appareil gouvernemental, du Bureau du Conseil privé. Il est l'auteur et le coauteur de nombreuses publications, notamment La prestation de rechange des services: pour une gouvernance partagée au Canada et The Vertical Solitude: Managing in the Public Service. Il rédige aussi une chronique régulière en politique publique pour la publication Canadian Government Executive.



Ken Bagshaw

Ken Bagshaw a occupé le poste de responsable principal des affaires juridiques du Comité organisateur des Jeux olympiques et paralympiques de Vancouver 2010 (COVAN) de 2004 à 2010. Auparavant, M. Bagshaw était l'associé directeur régional du bureau de Vancouver de Borden Ladner Gervais, s.e.n.c.r.l., ainsi que membre du conseil de direction national et du conseil d'administration du cabinet d'avocats. Au sein de ce cabinet, il a dirigé le Programme d'excellence professionnelle, un programme novateur de perfectionnement professionnel et de mentorat, soit l'un des régimes de développement professionnel et de mentorat les plus complets au Canada. Il a occupé de nombreux postes d'administrateurs d'organismes publics, dont la présidence de la Vancouver Art Gallery, la vice-présidence du Vancouver Police Board et la présidence du Bureau des gouverneurs de l'Université de la Colombie-Britannique. Diplômé de l'Université de la Colombie-Britannique, il a été admis au Barreau de la Colombie-Britannique en 1965 et nommé conseiller de la Reine en 1986 en reconnaissance de sa contribution à la profession et de son travail auprès du gouvernement. Maintenant retraité de la pratique du droit, il réside à Cobourg, Ontario.



Françoise Baylis, Ph. D.

Diplômée de l'Université de Western Ontario, Françoise Baylis, Ph. D. détient un doctorat en philosophie avec une spécialisation en éthique médicale. Elle est professeure et titulaire de la Chaire de recherche du Canada en bioéthique et philosophie de l'Université Dalhousie. Son éthique de la recherche porte sur la santé reproductive des femmes, la recherche chez les humains et l'utilisation des nouvelles technologies et la santé publique (www. noveltechethics.ca). Ses travaux, à la croisée de la théorie et de la pratique, sont surtout axés sur les enjeux juridiques et communautaires. Madame Baylis a été élue membre de la Société royale du Canada et de l'Académie des arts, des lettres et des sciences du Canada. De plus, elle a obtenu des nominations professorales au King College London (UK) et à la Arizona State University (US). Elle est membre du conseil consultatif de l'Institut de la santé des hommes et des femmes des Instituts de recherche en santé du Canada.

Candidatures pour le conseil d'administration

Le conseil d'administration du Centre canadien pour l'éthique dans le sport est composé de Canadiens et Canadiennes reconnus possédant une expertise dans les divers champs de connaissances nécessaires pour assurer la gérance adéquate. Le Centre accepte les déclarations d'intérêt des personnes qui désirent s'impliquer bénévolement au sein de l'organisme. Si vous connaissez une telle personne qui, selon vous, pourrait contribuer au Centre, envoyez-nous un courriel à nominations@cces.ca.

Groupes de travail et comités

En plus des experts qui siègent au conseil d'administration du Centre pour l'éthique dans le sport, l'organisme tire profit de l'expertise et de l'expérience de nombreux individus qui participent bénévolement à divers groupes de travail et de comités consultatifs.

Le Comité de révision des enjeux éthiques effectue des analyses et donne des conseils sur divers enjeux éthiques dans le sport.

Le Comité pour l'autorisation à des fins thérapeutiques évalue les demandes des athlètes qui désirent obtenir la permission de faire usage de médicaments prescrits qui font partie de la Liste des interdictions.

Le Comité de révision antidopage étudie les questions liées aux enjeux antidopage et aux exigences réglementaires.

Le Comité pour la Liste des interdictions fournit de la rétroaction sur l'ébauche de la Liste des interdictions annuelle de l'Agence mondiale antidopage (AMA).

Pour obtenir de plus amples renseignements, consultez le www.cces.ca/gouvernance.







Ron Bremner est président de Gold Medal Consulting Group. Pendant plus de 22 ans, monsieur Bremner a travaillé au sein de l'industrie de la radio et de la télévision de Vancouver, où il a été président des stations de radio CKNW et CFMI ainsi que président-directeur général de BCTV. En 1996, il est devenu président-directeur général des Flames de Calgary et de Professional Sports Publications. Aujourd'hui, tout en occupant le poste de président et chef de la direction d'UNISYNC, monsieur Bremner offre des services d'accompagnement à de nombreux cadres supérieurs au Canada, prononce des discours-programmes et travaille avec les entreprises des secteurs du leadership, de la communication, de la planification stratégique et de la formation de l'esprit d'équipe. Tout au long de sa carrière, il a présidé plusieurs organismes canadiens importants. Il est membre du Temple de la renommée de l'Association canadienne des radiodiffuseurs et médaillé du jubilé de la Reine en service communautaire. Actuellement, il siège aussi au conseil de la Marche des dix sous de l'Ontario et de l'Association canadienne des femmes en communications.



Jim A. Durrell

Ancien maire d'Ottawa, Jim Durrell a été élu au Conseil municipal en 1980. Fier partisan de sa ville et du sport, monsieur Durell est un ancien président du Temple de la renommée des sports d'Ottawa et le gouverneur sortant du Temple de la renommée des sports du Canada. Il a été président des Sénateurs d'Ottawa (une franchise de la LNH qu'il a aidé la Ville à obtenir) et des Rough Riders d'Ottawa (LCF). De plus, il a permis à Ottawa d'acquérir une équipe de baseball AAA. Actuellement président du concessionnaire automobile Capital Dodge Chrysler Jeep, monsieur Durrell siège également à de nombreux conseils, incluant celui de Centraide Ottawa, du Service de police d'Ottawa, du Centre des congrès d'Ottawa (président) et de l'Administration de l'aéroport international d'Ottawa (ancien président).



François Godbout

Membre du Barreau du Ouébec, François Godbout a obtenu sa licence en droit de l'Université de Montréal et a été juge au Tribunal de la jeunesse de la Cour du Ouébec de 1987 à 2008. Ses réalisations sportives sont aussi impressionnantes que sa carrière juridique. En 1956, il a été champion de tennis de la province de Québec et il a fait partie de l'équipe nationale de tennis (Coupe Davis) pendant sept ans. Il a été intronisé au Panthéon des sports du Québec et au Panthéon du tennis canadien. Il a déjà été secrétaire de la Fondation de l'athlète québécois, vice-président du Comité canadien olympique et président de la Fédération canadienne de tennis.



Gordon Kirke, C.R.

Monsieur Gordon Kirke, avocat spécialisé dans les industries du divertissement et du sport, pratique et enseigne à Toronto. Diplômé de la Osgoode Hall Law School, monsieur Kirke a représenté un certain nombre d'éminents athlètes et a été le premier président non américain de la Sports Lawyers Association, basée aux États-Unis. Il a enseigné le droit du sport à l'Université de Toronto et à l'Université York pendant plus de 20 ans et il est conférencier à la Faculté de droit de l'Université Marquette, à l'Université du Michigan et à la Faculté de droit de Harvard. Son rapport Joueurs avant tout a réaffirmé son engagement à rendre le sport sécuritaire et sain pour les enfants canadiens. Il est directeur de la Fondation Sheldon Kennedy. the Children's Aid Foundation, d'Olympiques Spéciaux Canada et de Stop the Violence. Monsieur Kirke siège au conseil d'administration de Tennis Canada et préside la campagne Le tennis ça compte.



Paul Melia

Président-directeur général et secrétaire trésorier du CCES, Paul Melia joue divers rôles essentiels au sein du CCES. Il doit notamment gérer le Programme canadien antidopage et travailler en étroite collaboration avec les gouvernements et les organismes de sport afin de mettre en œuvre une stratégie canadienne sur l'éthique dans le sport amateur. Titulaire d'une maîtrise en administration de la santé de l'Université d'Ottawa, monsieur Melia a mis à profit ses vastes connaissances et sa grande expertise afin d'élaborer et de mettre en place des campagnes d'information publique, d'éducation et de changement social en ce qui a trait à des questions sanitaires et sociales. Il agit présentement à titre de président de la Fondation Sport pur. Il a déjà été chef de la division des programmes de renoncement au tabagisme de Santé Canada et il est le président sortant de l'Association des organisations nationales antidopage et il a déjà été viceprésident régional d'In-Touch Survey Systems Inc.



Dre Jane Moran

Depuis 1998, Dre Jane Moran est conseillère médicale en chef de l'Union internationale de patinage (ISU). Elle a été membre de l'équipe médicale canadienne, ce qui lui a permis de prendre part huit fois aux Jeux olympiques. Dre Moran enseigne présentement à la Faculté de médecine de l'Université de la Colombie-Britannique et à deux hôpitaux universitaires de Victoria. Elle est vice-présidente des Victoria Emergency Medicine Associates, conseillère à Patinage de vitesse Canada et observatrice indépendante pour l'AMA. Elle a écrit un chapitre sur le patinage artistique dans l'édition de 2000 de Les femmes dans le sport du Comité international olympique (CIO). De 1991 à 2007, elle a participé au Congrès mondial du CIO sur le dopage dans le sport et à la Conférence de 1'Agence mondiale antidopage (AMA) sur le dopage dans le sport. À titre de présidente du Comité médical de l'ISU, elle y a implanté le programme de profilage sanguin depuis 2001 et elle est membre du comité d'experts médicaux du programme Passeport biologique de l'athlète du CCES.



Chantal Petitclerc

Chantal Petitclerc est l'une des athlètes canadiennes les plus décorées. Au cours de sa carrière en course en fauteuil roulant, elle a remporté 21 médailles dans le cadre Jeux paralympiques, une médaille d'or aux Jeux olympiques et elle a établi de nombreux records. Elle est la seule athlète canadienne à avoir gagné des médailles aux Jeux olympiques, aux Jeux paralympiques et aux Jeux du Commonwealth. De plus, elle est la première athlète paralympique féminine à être intronisée au Panthéon des sports canadiens. Son travail au-delà de la course a eu également de grandes influences. Elle est une conférencière motivante, elle agit comme athlète ambassadrice pour Right to Play et elle est porte-parole pour Défi Sport. Récemment, elle a été nommée Compagnon de l'Ordre du Canada, a écrit son premier livre 16 jours à Pékin et a recu une étoile sur l'Allée des célébrités canadiennes.



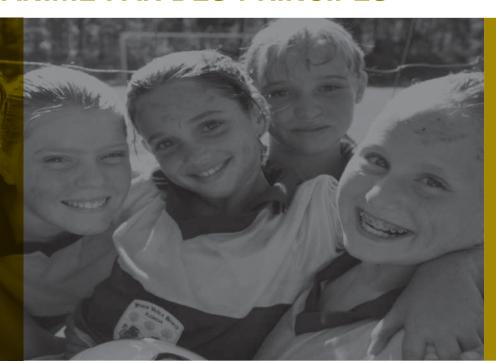
Dr Andrew Pipe Président émérité

Dr Andrew Pipe est directeur du Centre de prévention et de réhabilitation de l'Institut de cardiologie de l'Université d'Ottawa. Premier président du CCES, il compte une vaste expérience en matière de résolution de problèmes de dopage et ses connaissances du sport, de la santé et de la médecine constituent un atout précieux pour le CCES. Dr Pipe a été médecin en chef de l'équipe canadienne de basketball pendant plus de 30 ans et médecin en chef d'Équipe Canada lors des Jeux panaméricains de 1987, des Jeux olympiques de 1992 et des Jeux du Commonwealth de 2006. Il est le premier Canadien à avoir recu le prix du Comité international olympique pour services rendus dans le domaine de la médecine sportive. Actuellement, Dr Pipe est président des Jeux du Commonwealth du Canada et rédacteur en chef adjoint du Clinical Journal of Sport Medicine. Il est membre de l'Ordre du Canada et du Temple de la renommée olympique du Canada.



ACTIVER UN SYSTÈME SPORTIF COMMUNAUTAIRE AXÉ SUR DES VALEURS ET ANIMÉ PAR DES PRINCIPES

L'activisme constitue la force positive qui a pour but de transformer le sport sain au Canada en un effort commun national en offrant aux gens des renseignements clairs et des outils utiles. C'est la force qui vit au cœur des collectivités où les bénévoles, les parents et les dirigeants veulent contribuer au sport que nous désirons et veulent se faire entendre.



Appuyer le Mouvement Sport pur

Le Centre canadien pour l'éthique dans le sport continue de diriger le noyau du Mouvement Sport pur afin de faciliter sa croissance de manière délibérée. Le noyau est composé de jeunes dirigeants et d'autres influenceurs d'importance, notamment la Fondation Sport pur et le Secrétariat Sport pur. Le Centre se fonde sur les principes de Sport pur pour promouvoir le sport axé sur des valeurs pour tous les niveaux de sport.

La qualité du sport au Canada continue de s'améliorer puisque de plus en plus de Canadiens et Canadiennes adhèrent à Sport pur. Au 31 mars 2011, le **Mouvement Sport pur comptait 2 261 membres** représentant des millions de Canadiens et de Canadiennes.

Sport pur en bonne forme, une nouvelle infolettre électronique trimestrielle, a été lancée en janvier et distribuée à plus de 2 900 membres Sport pur et abonnés. L'infolettre électronique décrit des Champions Sport pur, partage les histoires des groupes de membres actifs, met en valeur les outils et les ressources Sport pur et offre des renseignements à jour sur les initiatives et les activités que Sport pur a menées. Pour vous abonner ou pour consulter les éditions précédentes, visitez www.truesportpur. ca/sportpurenbonneforme.

Les Jeux d'hiver du Canada de 2011 à Halifax ont été officiellement déclarés un événement Sport pur. Les animateurs Sport pur on tenu des kiosques à divers événements. Les autocollants, les tatouages temporaires et les applaudisseurs ont été très populaires auprès des spectateurs. Les athlètes, les entraîneurs et les arbitres des équipes du pays ont signé de grandes bannières qui ont par la suite été présentées au Centre Métro de Halifax et au nouveau Centre des Jeux du Canada en souvenir des Jeux. Le profil de douze athlètes des Jeux du Canada Sport pur a été affiché sur le site Web de Sport pur à www. truesportpur.ca/fr/cg2011.

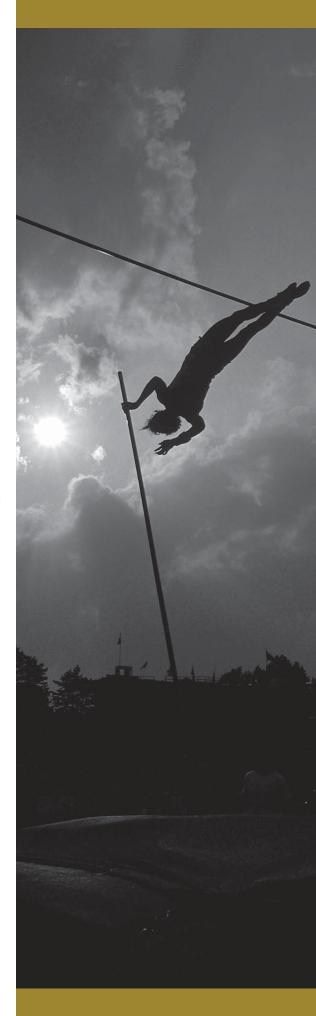
La première **Journée du sport au Canada** a été lancée le 18 septembre

2010, incluant une campagne de promotion télévisuelle diffusée sur CBC au cours des dix semaines précédant l'événement. Plus de 1 000 événements communautaires célébrant le sport ont eu lieu dans la semaine précédant la Journée du sport, incluant la Journée nationale du maillot sportif le 17 septembre. ParticipACTION, Sport pur et CBC étaient les « hôtes » officiels de la Journée du sport.

Les membres Sport pur ont été encouragés à relever le Défi Sport pur – Donnez en retour à la communauté afin de célébrer le lancement de la Journée du sport au Canada. Plus de 40 membres ont accepté de relever le défi et 22 d'entre eux ont soumis des vidéos, des photos et des témoignages pour démontrer quelle différence ils avaient fait au sein de leur collectivité. Plus de 580 000 votes provenant de partout au Canada ont été compilés par le biais d'un processus de scrutin en ligne public et « La course d'Heather » que le Cornwall Multisport Club a soumis a remporté le premier prix de 10 000 \$ afin d'aider la collectivité à vivre selon les Principes Sport pur. Visitez www. truesportpur.ca/fr/theheatherrun pour en savoir davantage sur « La course d'Heather ».

Deux animateurs communautaires Sport pur, appuyés par la Fondation Trillium de l'Ontario, travaillent dans la province de l'Ontario afin de promouvoir Sport pur. Jusqu'à présent, les animateurs communautaires sont entrés en contact avec 300 collectivités, équipes, écoles, organismes de sport et groupes communautaires, transmettant ainsi le message Sport pur à plus de 75 000 personnes.

Deux ateliers de formation pour les **Champions Sport pur** ont eu lieu l'hiver dernier à Vancouver et à Toronto. Au moins 25 Champions Sport pur canadiens ont participé à ces ateliers et approfondi leur connaissance du Mouvement Sport pur, obtenu des conseils pour présenter Sport pur et reçu des outils et des ressources Sport pur pour aider leur collectivité à adhérer au Mouvement Sport pur.





Le Centre pour l'éthique dans le sport continue de travailler avec le secteur municipal afin d'encourager l'adoption de pratiques du sport sain dans les collectivités. Au cours de la Conférence et salon professionnel sur les collectivités durables 2011 de la Fédération canadienne des municipalités, le Centre a engagé des conversations avec plus de 225 dirigeants municipaux. Depuis nos activités d'engagement initiales de 2009, 85 collectivités ont adopté des résolutions afin d'adhérer au Mouvement Sport pur, parmi lesquelles 9 des 22 municipalités qui siègent au Caucus des maires des grandes villes.

Le **Projet de compendium** est un projet de collaboration entre le Centre pour l'éthique dans le sport, le Groupe le sport est important, Face Value Communications et la Fondation Sport pur visant à produire une base d'« histoires sur le terrain » qui démontrent comment le sport contribue à l'innovation sociale et au développement communautaire. Le projet est en cours grâce au soutien financier du ministère du Patrimoine canadien et de la Fondation de la famille J.W. McConnell.

Outils Sport pur

Pour appuyer la popularité sans cesse grandissante du Mouvement Sport pur, des outils et des ressources sont accessibles afin de présenter le Mouvement aux nouveaux membres et d'offrir du soutien aux membres existants. Visitez www.sportpur.ca.

Le guide Ce que vous pouvez faire donne aux membres plus de 150 idées et plus de 175 liens, exemples, histoires, outils et ressources pour les aider à vivre selon les Principes Sport pur.

Une Trousse d'engagement Sport pur pour les gestionnaires d'installations a été élaborée et présentée lors du forum annuel du Conseil canadien des installations récréatives au début de juin.

L'Entente Sport pur a été conçue pour réduire l'écart entre les attentes des joueurs, des entraîneurs et des parents. Elle a été peaufinée afin de comprendre un guide de l'animateur, une vidéo, des échantillons et des exemples, de même qu'un exercice patrimonial qui reconnaît les contributions et les effets lorsqu'une personne vit selon les Principes Sport pur.

Subventions Sport pur pour le sport communautaire

Le Fonds communautaire Sport pur a été lancé à l'échelle nationale au printemps 2007 et a été dissous à l'été 2010. Il portait sur l'usage du sport à titre d'outil pour le développement social et a été rendu possible grâce à un investissement de 2,5 millions de dollars de la Fondation de la famille J.W. McConnell. Au cours de ces quatre années, un total de 175 subventions ont été accordées, ce qui a influencé plus de 93 000 enfants et jeunes ainsi que 10 000 bénévoles. Pour en savoir plus sur la manière dont les subventions ont fait une différence et continuent de le faire. visitez le www.truesportfoundation.ca/

Le Fonds Bell pour le sport communautaire continue d'être le programme de bénévolat le plus populaire parmi les employés de Bell. Le fonds accorde des subventions aux équipes et aux clubs de sport qui désirent intégrer les Principes Sport pur à leurs activités. Au cours de l'exercice financier de 2010, 506 subventions ont été octroyées, pour un total de 481 000 \$. Jusqu'à présent, ce programme a distribué plus de trois millions de dollars.

Le programme de bénévolat pour le sport communautaire du Groupe Investors a été lancé en juin 2010 et a connu un immense succès auprès des employés et des experts-conseils du Groupe Investors dans tout le Canada. Créé à l'image du très populaire Fonds Bell pour le sport communautaire, le programme de bénévolat pour le sport communautaire du Groupe Investors remet des subventions de 500 \$ au groupe de sport auquel un employé ou un expert-conseil offre de son temps. Au 31 mars 2011, 214 subventions totalisant 107 000 \$ avaient été octroyées.

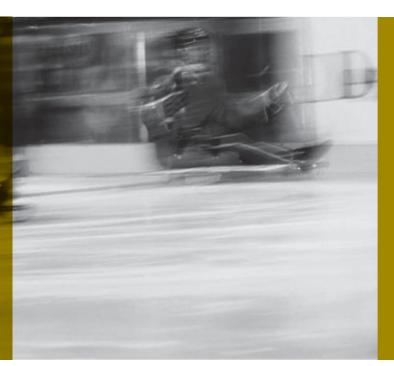
SPORT PUR A AIDÉ DE NOMBREUX ORGANISMES SPORTIFS ET COLLECTIVITÉS À DONNER DU SENS À LEURS PRINCIPES ÉTHIQUES. TELLE EST NOTRE COMPRÉHENSION DE L'ACTIVISME – UN MOUVEMENT QUI S'AUTODÉTERMINE

ACTIVER •



DÉFENDRE LA PRISE DE DÉCISIONS ÉTHIQUES À PROPOS D'ENJEUX

Le Centre canadien pour l'éthique dans le sport tentera de représenter la majorité silencieuse du Canada et d'élaborer un idéalisme réaliste que les citoyens sportifs de notre pays pourront adopter. Le sport a besoin d'une conversation éthique dynamique. Sa nature compétitive peut nous séduire et nous faire croire que gagner représente le but de tous les sports et non le produit d'un sport sain. Un cadre éthique aide tous les participants du milieu sportif à réaliser que le « meilleur d'entre nous » ne peut jamais gagner au détriment du « meilleur en nous ».



Éducation

Le Centre pour l'éthique dans le sport continue de mettre sur pied et d'élaborer des programmes d'apprentissage en ligne pour s'assurer que les athlètes canadiens connaissent leurs droits et leurs responsabilités. Au cours de l'année, de la formation a été donnée à plus de 24 000 athlètes canadiens. Le Centre offre des programmes sur une base permanente à divers organismes, incluant Football Canada, Sport interuniversitaire canadien (SIC), l'Association canadienne du sport collégial (ACSC), la Ligue canadienne de hockey (LCH) et les Jeux du Canada.

Cette année, le programme d'apprentissage en ligne Sport pur l'ABC d'un sport sain a été revampé et offert aux athlètes domestiques et aux joueurs de la Ontario Junior Varsity Football League. Un nouveau module intitulé « Risques liés à l'usage de marijuana dans le sport » a été lancé afin de lutter contre le nombre élevé de prélèvements ayant révélé la présence de cannabis. Il a été conçu pour démystifier la croyance populaire que la consommation de cannabis n'entraîne pas de conséquences négatives graves ou permanentes.

Le cours d'apprentissage en ligne des Jeux du Canada a été lancé en octobre 2010. Ce cours se fondait sur la version offerte aux athlètes qui prenaient part à des compétitions des Jeux du Canada de 2009, mais comprenait une meilleure intégration du message du Centre pour l'éthique dans le sport et de Sport pur. Avant les Jeux du Canada, 2 569 athlètes ont suivi le cours.

Au total, 183 athlètes des Jeux du Commonwealth ont suivi un cours d'apprentissage en ligne similaire au cours Jeux du Canada avant leur départ pour les Jeux. Le Centre a offert du soutien antidopage au médecin en chef et aux représentants antidopage avant les Jeux.

Stratégie Sport pur

Le Centre pour l'éthique dans le sport héberge le Secrétariat Sport pur, lequel gère la Stratégie Sport pur ainsi que la création et la mise en place de plans d'action pertinents pour des enjeux éthiques. La Stratégie Sport pur fait partie intégrante de la Politique canadienne du sport. Les gouvernements fédéral, provinciaux et territoriaux ainsi que la communauté sportive appuient cette stratégie visant à porter une plus grande attention à divers enjeux éthiques de l'industrie du sport. Un comité directeur, coprésidé par le Centre et Sport Canada, guide le travail en vertu de la Stratégie.

Examen de la recherche en matière de dopage

Le Centre pour l'éthique dans le sport s'est efforcé d'élaborer des priorités et des collaborations particulières en matière de recherche avec la communauté universitaire dans les secteurs du dopage et des sciences sociales. En novembre 2010, un membre du personnel s'est rendu à Séoul, Corée, pour assister à un symposium sur la recherche en sciences sociales parrainé par l'AMA. Le Centre a collaboré avec Dre Angela Schneider, du Centre international des études olympiques, Université de Western Ontario, et Dr Jim Rupert, de l'École de cinétique humaine, Université de la Colombie-Britannique, pour écrire l'examen de la recherche en matière de dopage intitulé Human genetic variation: the next challenge for doping control in athletes? Le rapport sera publié afin d'être évalué par les pairs en 2011.





Relations avec les médias

L'avis de Melia, le nouveau blogue sportif de Paul Melia, président-directeur général du Centre canadien pour l'éthique dans le sport, a été lancé en février 2011. Pour lire le blogue ou vous y abonner, visitez le www.cces. ca/blogue.

Au cours de l'exercice financier, le Centre a publié 38 communiqués de presse afin que le public canadien demeure informé de son travail. La majorité des communiqués de presse signalait les résultats des violations des règles antidopage; les sanctions liées au cannabis et à la méthylhexanéamine étaient les plus fréquentes. Les contrôles de dopage effectués auprès des joueurs de football de l'Université de Waterloo et le premier contrôle révélant la présence d'hormones de croissance humaine ont retenu beaucoup l'attention.

Sept avis ont été distribués pour aviser la communauté sportive de problèmes importants. Les sujets incluaient la méthylhexanéamine, un stimulant interdit, les Jeux du Commonwealth de 2010 et les changements apportés au Programme canadien antidopage.

Ateliers de gestion

Le Projet de gestion des risques offre aux organismes de sport un cadre et un processus uniformes de prise de décisions visant à réduire les risques. Les ateliers de gestion des risques portent sur des théories et des pratiques exemplaires de la gestion de pointe et intègrent des méthodes conçues par des administrateurs sportifs canadiens. Le Secrétariat Sport pur et Sport Manitoba ont tenu conjointement le premier atelier pilote de gestion des risques à l'échelle provinciale. Jusqu'à présent, 19 organismes nationaux de sport (ONS), 12 organismes provinciaux de sport et quelques clubs ont assisté à cet atelier.

Le Secrétariat Sport pur a offert une formation **Gestion par les valeurs** à Patinage Canada et à trois de ses sections afin de les aider à déterminer les valeurs de l'organisme et de s'assurer que tous les membres du personnel et les bénévoles professionnels les comprennent bien. La collaboration se poursuit, car Patinage Canada tente d'intégrer ses valeurs à la culture de son organisme, à son processus de planification stratégique et à son processus de prise de décisions à tous les paliers.

Le Centre pour l'éthique dans le sport a effectué une analyse de rentabilisation du programme **Club Excellence** pour la coopérative de Club Excellence afin d'offrir un programme d'accréditation en 2011.

Groupe de travail sur l'utilisation de substances destinées à augmenter le rendement au football

En réaction aux nombreuses violations des règles antidopage de la part des joueurs de football de l'Université de Waterloo en mars 2010 et au problème permanent que constitue l'utilisation de substances destinées à augmenter le rendement au football, le Centre a annoncé la mise sur pied d'un groupe de travail pour étudier le problème en profondeur. Le groupe de travail avait pour mission d'élaborer un plan d'action visant à éliminer l'utilisation de substances destinées à augmenter le rendement au football de compétition.

Dr Jack Taunton, ancien médecin en chef pour le Comité d'organisation des Jeux olympiques et paralympiques d'hiver de 2010 à Vancouver et commissaire médical du Comité international olympique, présidait le groupe de travail. Dr Taunton était accompagné d'experts en football, de parties intéressées et de dirigeants communautaires puissants et charismatiques qui se sont rencontrés pour la première fois en personne à Ottawa le 4 décembre 2010. À la suite de cette réunion, six secteurs principaux ont été identifiés comme ayant besoin d'un examen plus approfondi : contrôle et analyse, éducation, intelligence, coût, politiques et sanctions et engagement du gouvernement. Un rapport final comportant des recommandations a été publié en juin 2011.

Pour en savoir plus sur le groupe de travail, visitez le www.cces.ca/fr/ taskforcereport.

LE CENTRE EST UN ORGANISME
QUI PROPOSE AUX CITOYENS
SPORTIFS DE NOTRE NATION
UN IDÉALISME RÉALISTE
DEVANT INSPIRER LEUR VIE, EN
S'EFFORÇANT CONTINUELLEMENT
D'ÉLEVER LA CONSCIENCE DE
LA COMMUNAUTÉ SPORTIVE
CANADIENNE

DÉFENDRE •



PROTÉGER L'INTÉGRITÉ DU SPORT

Cette force protège la réputation enviable du sport. Elle reconnaît que le sport est vulnérable et qu'un seul scandale en matière de dopage ternira sa valeur. La protection ne s'applique pas uniquement au dopage, mais à toute menace du sport juste, sécuritaire et ouvert à tous.



Nouveau Programme canadien antidopage et le Code mondial antidopage

Le travail du Centre canadien pour l'éthique dans le sport concernant le Programme canadien antidopage (PCA) a deux objectifs à atteindre :

- Les athlètes canadiens et leur personnel de soutien ont une confiance absolue en l'efficacité du PCA et du Code mondial antidopage (le Code) pour détecter et prévenir le dopage;
- Les Canadiens et les Canadiennes croient que nos athlètes et ceux qui prennent part à des compétitions ne consomment pas de substance interdite.

Afin de respecter les exigences du Code, le Centre pour l'éthique dans le sport a révisé le PCA. En octobre, le Centre a tenu des ateliers interactifs afin de lancer le programme de Passeport biologique de l'athlète et de souligner les révisions apportées au programme d'autorisation d'usage à des fins thérapeutiques (AUT). Le Centre a également tenu un kiosque au forum d'AthlètesCAN afin de donner des renseignements et de solliciter de la rétroaction auprès de la communauté sportive. Le PCA révisé (version 3.0) est entré en vigueur le 1er mars 2011. Un avis a été publié pour annoncer sa mise en force.

Contrôle de dopage

Au cours de l'exercice financier, 4 238 contrôles de dopage ont été effectués (voir le tableau 1).

Au total, 76 % (3 234 contrôles) ont été effectués en vertu du Programme canadien antidopage (PCA) (voir le tableau 3). Sport Canada finance le PCA et le Centre pour l'éthique dans le sport le gère au nom des athlètes canadiens et de la communauté sportive.

Pendant l'année, 30 violations des règles antidopage ont été signalées (voir le tableau 2). De ce nombre, 13 révélaient la présence de cannabis et comme le Centre avait averti, ces violations ont commencé à donner lieu à des suspensions et à la publication du nom de l'athlète. De plus, trois sanctions étaient liées à la présence de méthylhexanéamine, un stimulant interdit qui peut se trouver dans certains suppléments amaigrissants. Une sanction de trois ans a été imposée à un athlète dont le prélèvement contenait des hormones de croissance humaine, une première en Amérique du Nord. Le Registre canadien des sanctions antidopage comprend la liste des athlètes canadiens qui ne peuvent pratiquer un sport et cette liste est accessible à www.cces.ca/sanctions.

Contrôles selon la rémunération à l'acte

Le Centre canadien pour l'éthique dans le sport a également effectué des contrôles de dopage rémunérés à l'acte. Au cours de l'année, le Centre a effectué 1 004 contrôles de dopage rémunérés à l'acte dans le cadre de nombreux événements internationaux, incluant la course de 10 km sur route d'Ottawa, le marathon d'Ottawa, les championnats du monde juniors d'athlétisme de l'Association internationale des fédérations d'athlétisme qui ont eu lieu à Moncton, N.-B., et le Championnat du monde de baseball junior à Thunder Bay, Ont.

Tableau 1 : Contrôles antidopage par programme (du 1 ^{er} avril 2010 au 31 mars 2011)										
Type de test	Т	1	T	2	T	3	T4		To	tal
	Urine	Sang								
Programme canadien antidopage	563	68	606	94	669	56	997	181	2835	399
Contrôles contre rémunération	148	0	359	105	266	21	103	2	876	128
Total	711	68	965	199	935	77	1100	183	3711	527





Athlète	Sexe	Sport	Violation	Sanction
Aleardi, Alexander	М	Hockey junior	Présence : Methylhexanéamine	8 jeux
Asuchak, Spencer	М	Hockey junior	Présence : Methylhexanéamine	8 jeux
Butschler, Chris	М	Football junior (CJFL)	Falsification	2 ans de suspension
Cato, Brendon	M	Basketball de l'ACSC	Présence : Cannabis	1 mois de suspension
Deneau, Christopher	М	Football du SIC	Présence : Méthyl-1-testostérone	2 ans de suspension
Farnell, Alex	M	Water Polo	Présence : Cannabis	4 ans de suspension
Girardin, Maïko Zepeda	М	Football de l'ACSC	Présence : Cannabis	3 mois de suspension
Glanville, Kevin	M	Football junior (QJFL)	Présence : Cannabis	3 mois de suspension
Glass, Jake	М	Football junior (CJFL)	Présence : Cocaïne	2 ans de suspension
Jesseau, Aubrey	М	Football du SIC	Présence : Stanozolol	2 ans de suspension
Krukowski, Brandon	М	Football du SIC	Refus	4 ans de suspension
Meredith, Jordan	М	Football du SIC	Présence : Tamoxifène	2 ans de suspension
Middleton, Zach	М	Football junior (CJFL)	Présence : Cannabis	1 mois de suspension
O'Connor, Ryan	M	Hockey junior	Présence : Methylhexanéamine	8 jeux
Pelosse, Darcy	М	Football du SIC	Présence : Clomiphène et Tamoxifène	2 ans de suspension
Peto, Matt	М	Football du SIC	Admission	1 an de suspension
Polini, Eric	М	Football du SIC	Admission	2 ans de suspension
Shadgett, Taylor	М	Football du SIC	Présence : Stanozolol	2 ans de suspension
Simmerling, Julian	М	Football du SIC	Présence : Cannabis	3 mois de suspension
Socholotiuk, Matt	М	Football du SIC	Présence : Hormone de croissance humaine (hGH), Testostérone	3 ans de suspension
Surgenor, Joe	М	Football du SIC	Admission	2 ans de suspension
White, Zach	M	Football junior (CJFL)	Présence : Cannabis	7 mois de suspension
Zimmerman-Cryer, Spencer	М	Football du SIC	Admission	1 an de suspension
Non-divulgué	N/A	Football junior (CJFL)	Présence : Cannabis	Réprimande
Non-divulgué	N/A	Boxe	Présence : Cannabis	Réprimande
Non-divulgué	N/A	Football du SIC	Présence : Cannabis	Réprimande
Non-divulgué	N/A	Judo	Présence : Cannabis	Réprimande
Non-divulgué	N/A	Football de l'ACSC	Présence : Cannabis	Réprimande
Non-divulgué	N/A	Football de l'ACSC	Présence : Pseudoéphédrine	Réprimande
Non-divulgué	N/A	Football junior (CJFL)	Présence : Cannabis	Réprimande

Contrôles intelligents

Le Centre pour l'éthique dans le sport s'est joint à un groupe de travail scientifique international afin de partager des idées et d'améliorer les contrôles intelligents au sein des organismes nationaux antidopage. Grâce à ces nouvelles connaissances, l'équipe responsable des contrôles intelligents a noué des relations avec des organismes pouvant établir des partenariats avec le Centre lors des enquêtes, incluant Service de renseignements criminels Ontario, l'Agence des services frontaliers du Canada, Santé Canada et la GRC. L'équipe a élaboré et mis en place des procédures internes et alloué de nouvelles ressources pour regrouper, traiter, prioriser et mettre en pratique les renseignements intelligents liés aux violations des règles antidopage.

Programme de prélèvement d'échantillons de sang et Passeport biologique de l'athlète

Le Centre canadien pour l'éthique dans le sport a entièrement intégré le programme de prélèvement d'échantillons de sang à ses procédures de contrôle du dopage. Les contrôles sanguins peuvent révéler ce que les analyses de l'urine ne révèleraient pas. Seuls les contrôles sanguins permettent de détecter les substances comme des hormones de croissance humaine (HCH) et les méthodes comme le dopage sanguin. De plus, le Centre applique désormais les règles du nouveau Passeport biologique de l'athlète de l'AMA.

Table 3 : Contrôles effectués dans le cadre du programme national *(du 1^{er} avril 2010 au 31 mars 2011,*

<u> </u>	1 ^{er} avril 2010 au 31 mars 2011)					
Sport	En Con	npétition	Hors Co	mpétition	То	tal
	Urine	Sang	Urine	Sang	Urine	Sang
Assoc. cdn. du sport collégial (ACSC)	42	0	80	0	122	0
Athlétisme	94	28	196	11	290	39
Aviron	16	12	111	16	127	28
Baseball	6	0	6	0	12	0
Basketball	5	0	4	0	9	0
Basketball en fauteuil roulant	6	0	17	0	23	0
Biathlon	25	8	27	12	52	20
Bobsleigh	16	0	68	12	84	12
Boxe	16	0	18	0	34	0
Canoë / Kayak	29	10	96	1	125	11
Curling	6	0	0	0	6	0
Cyclisme	63	40	139	41	202	81
Dynamophilie	2	0	0	0	2	0
Football junior canadien	15	1	51	0	66	1
Gymnastique	18	0	19	0	37	0
Haltérophilie	46	30	32	4	78	34
Handball	4	0	0	0	4	0
Hockey	1	0	46	0	47	0
Hockey sur gazon	8	0	5	0	13	0
Hockey sur luge	0	0	11	0	11	0
Judo	16	0	32	0	48	0
Karaté	4	0	4	0	8	0
Luge	7	0	31	0	38	0
Lutte	22	0	22	0	44	0
Nage synchronisée	8	0	1	0	9	0
Natation	52	0	106	8	158	8
Patinage de vitesse	56	0	116	28	172	28
Pentathlon moderne	2	0	0	0	2	0
Planche à neige	4	0	29	2	33	2
Plongeon	11	0	6	0	17	0
Racquetball	4	0	0	0	4	0
Ringuette	4	0	0	0	4	0
Rugby	0	0	10	0	10	0
Rugby en fauteuil roulant	4	0	19	0	23	0
Skeleton	6	0	31	0	37	0
	11	0	12	0		0
Ski acrobatique	14	0		0	23 87	0
Ski alpin			73			
Ski de fond	27	23	53	12	80	35
Ski nordique IPC	9 64	9	9 477	0 47	18 541	9 47
Sport universitaire canadien (SIC)						
Sports équestres	4	0	2	0	6	0
Squash						
Taekwondo	14	0	19	0	33	0
Tir à l'arc	4	0	0	0	4	0
Triathlon	12	0	42	44	54	44
Volleyball	0	0	10	0	10	0
Water-polo	8	0	16	0	24	0
	789	161	2046	238	2835	399

INRS-Institut Armand-Frappier

Le laboratoire antidopage de l'INRS-Institut Armand-Frappier (INRS) situé à Montréal, Canada, est le seul laboratoire canadien accrédité de l'Agence mondiale antidopage (AMA). L'INRS constitue un partenaire majeur dans la lutte contre le dopage dans le sport au Canada depuis les 35 dernières années. En misant sur le succès des Jeux de Vancouver, la relation qui s'est solidifiée avec l'INRS représente un élément clé du PCA qui s'assure que l'analyse des prélèvements, la collaboration dans la recherche antidopage et la gestion des résultats au Canada demeurent à la fine pointe.

Le Centre canadien pour l'éthique dans le sport et l'INRS ont établi un nouveau partenariat jusqu'en 2014 afin de combler les besoins changeants du Programme canadien antidopage et la complexité croissante de l'analyse des prélèvements. La nouvelle entente comprend notamment une analyse plus détaillée des prélèvements d'urine et de sang, incluant l'EPO, les hormones de croissance humaine et la CERA ainsi qu'une collaboration avec le programme de Passeport biologique de l'athlète.

Un programme conjoint de recherche pour approfondir le développement des techniques de détection et pour déterminer les tendances analytiques afin d'améliorer notre programme de contrôle intelligent constitue un nouvel aspect essentiel de notre travail avec l'INRS. Pour ces raisons, l'AMA a accordé une subvention scientifique de 100 000 \$ échelonnée sur deux ans et la recherche est commencée. L'INRS effectuera la recherche scientifique et travaillera avec le Centre afin de soumettre des rapports récapitulatifs à l'AMA et de publier les résultats.



Programme des agents de contrôle de dopage

En 2010-2011, le Centre pour l'éthique dans le sport a revu son programme des agents de contrôle de dopage (ACD) afin que les bénévoles qui occupaient cette fonction primordiale deviennent des employés occasionnels et que les ACD soient classés en trois catégories selon leur niveau d'accréditation. Des membres du personnel ont évalué plus de 60 % des ACD sur le terrain, en préparation pour la conférence de 2011, afin de s'assurer que les ACD étaient bien préparés pour assumer leurs responsabilités.

Programme de localisation de l'athlète

Les athlètes doivent soumettre en temps des renseignements précis sur leur localisation afin d'être localisés pour effectuer des contrôles en tout temps, n'importe où. Le Centre utilise le Système d'administration et de gestion antidopage (ADAMS) de l'AMA depuis 2005 afin de vérifier la localisation des athlètes et de consigner les missions de contrôle de dopage, les demandes d'autorisation d'usage à des fins thérapeutiques (AUT) et les résultats. Depuis le début du trimestre s'échelonnant d'octobre à décembre 2010, les athlètes du groupe cible enregistré (GCE) doivent utiliser ADAMS pour soumettre leur localisation.

Liste des interdictions

La Liste des interdictions de l'AMA 2011 est entrée en vigueur le 1er janvier 2011. Le Centre pour l'éthique dans le sport a mis à jour toutes les ressources applicables, incluant DRO Global, le Livret de classification des substances et le site Web pour tenir compte des modifications apportées cette année.

Service aux athlètes

Afin d'appuyer le programme domestique, le Centre a traité 343 demandes d'autorisation d'usage à des fins thérapeutiques (AUT) cette année. Depuis le 1er janvier 2011, les changements apportés au Standard international pour l'autorisation d'usage à des fins thérapeutiques n'obligent plus les athlètes à soumettre une demande pour utiliser certains médicaments contre l'asthme.

Le **DRO Global** s'est avéré une ressource utile. Conçu en partenariat avec la United States Anti-Doping Agency (USADA) et UK Anti-Doping (UKAD), le DRO Global procure aux athlètes et au personnel de soutien des renseignements sur le statut interdit de certaines substances selon la version actuelle de la Liste des interdictions de l'Agence mondiale antidopage (AMA). Cette année, DRO Global a répondu à 60 961 demandes portant sur des données canadiennes.

Le personnel du Centre a également répondu à 678 **demandes de renseignements** sur les substances par courriel et par téléphone.

Outils et ressources

Le Centre canadien pour l'éthique dans le sport continue d'élaborer des outils de communication afin de s'assurer que les athlètes comprennent les exigences du PCA et les nouveaux problèmes. Les athlètes sont encouragés à visiter le nouveau site Web du Centre à www.cces.ca/fr/page-9. Ce site secondaire comprend des liens vers les renseignements les plus consultés concernant l'antidopage.

Le Livret de classification de substances a été revampé afin d'y inclure une liste alphabétique des substances classées selon leur statut et une liste des substances classées selon leur condition connexe.

La Carte de référence antidopage du Centre a été mise à jour et réimprimée. Cette ressource très populaire est offerte sous forme de carte en plastique compacte et pliable qui comporte des conseils et des liens rapides.

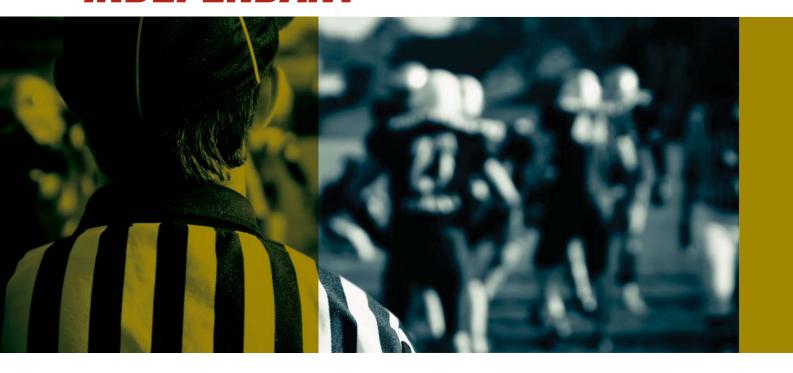
L'Assistant AUT a été lancé en juillet. Les commentaires des médecins et des athlètes sont très positifs. Cet outil électronique aide les athlètes à décider s'ils doivent soumettre une demande d'autorisation d'usage à des fins thérapeutiques ou subir un examen médical. L'outil est axé sur une formule complexe qui dépend du calibre de compétition de l'athlète, le type de substance qu'il utilise et la voie d'administration. Cet outil tient compte de la Liste des interdictions de l'AMA la plus récente, des Standards internationaux pour l'autorisation d'usage à des fins thérapeutiques et du Programme canadien antidopage.

NOTRE RÔLE AU CENTRE
CANADIEN POUR L'ÉTHIQUE DANS
LE SPORT EST DE PROTÉGER
TOUT LE MONDE, DES NOVICES
AUX ATHLÈTES OLYMPIENS ET
PARALYMPIENS, CONTRE LES
FORCES QUI SONT ANTISPORTIVES,
ET CE FAISANT, DE PROTÉGER LE
SPORT CANADIEN LUI-MÊME

PROTÉGER •



RAPPORT DU VÉRIFICATEUR INDÉPENDANT



Aux membres du Centre canadien pour l'éthique dans le sport

Le rapport sur les états financiers

Nous avons vérifié les états financiers ci-joints du Centre canadien pour l'éthique dans le sport (CCES) qui comprennent le bilan au 31 mars 2011, les états des recettes, des dépenses et de l'avoir pour l'exercice terminé à cette date, un résumé des conventions comptables importantes et d'autres renseignements explicatifs.

La responsabilité de la direction dans l'élaboration des états financiers

La direction doit préparer et présenter avec exactitude ces états financiers conformément aux conventions comptables canadiennes généralement reconnues. Pour un tel contrôle interne, la direction juge s'il est nécessaire de préparer des états financiers exempts d'inexactitudes significatives, dues à une fraude ou à une erreur.

La responsabilité du vérificateur

Notre responsabilité consiste à exprimer une opinion sur ces états financiers en nous fondant sur notre vérification.

Notre vérification a été effectuée conformément aux normes canadiennes de vérification généralement reconnues. Ces normes exigent que la vérification soit conforme aux exigences éthiques et qu'elle soit planifiée et exécutée de manière à fournir l'assurance raisonnable que les états financiers soient exempts d'inexactitudes significatives.

La vérification comprend l'application de procédures, afin d'obtenir des éléments probants à l'appui des montants et des autres éléments d'information fournis dans les états financiers. Les procédures sont choisies à la discrétion des vérificateurs. Elles comprennent l'évaluation des risques que les états financiers comportent des inexactitudes significatives, dues à une fraude ou à une erreur. En effectuant ces évaluations des risques, le vérificateur considère le contrôle interne comme pertinent à la préparation et à la présentation exacte des états financiers de l'entité, afin d'élaborer des procédures de vérification appropriées selon les circonstances, mais non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne de l'entité. La vérification comprend également l'évaluation de l'efficacité des normes comptables utilisées et du caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction ainsi qu'une appréciation de la présentation d'ensemble des états financiers.

Nous croyons que les éléments probants que nous avons obtenus sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion.

Opinion

À notre avis, les états financiers donnent, honnêtement, à tous égards importants, une image fidèle du bilan du CCES au 31 mars 2011 ainsi que du rendement financier et de ses flux nets de trésorerie pour l'exercice terminé à cette date selon les principes comptables canadiens généralement reconnus.

Rapport sur d'autres exigences légales et réglementaires

Tel qu'il est requis par la Loi sur les corporations canadiennes, nous rapportons que, à notre avis, les conventions comptables ont été appliquées conformément à celles de l'année précédente.

McCay Duff LLP Comptables publics agréés Ottawa (Ontario) Le 20 juin 2011



Actif		
COURANT		
Encaisse - Non restreints	164 437	\$
- Restreints (note 4)	14 910	
- Fonds de réserve pour les imprévus (note 8)	350 000	
 Fonds de réserve pour l'éthique dans le sport (note 9) 	370 994	
Comptes clients	878 184	
Frais payés d'avance	26 139	
	1 804 664	
Immobilisations (note 6)	209 626	
Investissements du CCES projets de partenariat (note 7)	3	
involucioni da 3023 project de partenante (nete 1)		
	2 014 293	\$
Passif		
COURANT		
Comptes fournisseurs et charges à payer	1 016 979	\$
Crédits reportés (note 4)	66 691	
	1 083 670	
Actifs nets	<u> </u>	
Avoir investi dans des biens immobilises	209 626	
Investissement en actions du CCES dans les	3	
projets de partenariat		
Fonds de réserve pour les imprévus (note 8)	350 000	
Fonds de réserve pour l'éthique dans le sport (note 9)	370 994	
	930 623	
	2 014 293	\$

État de l'avoir de l'association pour l'exercice se terminant le 31 mars 2011						
	Excédent	Avoir investi dans des biens immo- bilisés	Investissement en actions du CCES dans les projets de partenariat	Fonds de réserve pour les imprévus (note 8)	Fonds de réserve pour l'éthique dans le sport (note 9)	Total
Solde - début d'exercice	68 097 \$	137 439 \$	3\$	350 000 \$	438 451 \$	993 990 \$
Revenus nets (dépenses) pour l'exercice	(8 500)	(54 867)	-	-	-	(63 367)
Affectation interne (note 9)	67 457	-	-	-	(67 457)	-
Achat de biens immobilisés	(127 054)	127 054	-	-	-	-
Solde - fin d'exercice	- \$	209 626 \$	3\$	350 000 \$	370 994 \$	930 623 \$

Revenus	
Patrimoine canadien (Sport Canada)	
- Finance des programmes principaux	5 467 000 \$
- Finance des programmes principaux — langues officielles	13 000
Services d'éthique et d'antidopage – revenus provenant d'autres sources	1 095 165
Engagement envers le système sportif et Secrétariat Sport pur – revenus provenant d'autres sources	288 055
Revenus d'investissement et d'intérêt	10 944
Divers	7 379
	6 881 543
Dépenses	
Prévention et promotion	907 325
Gestion	926 053
Contrôle	5 097 629
Langues officielles	13 903
	6 944 910
Revenue net (dépenses) de l'exercice	(63 367) \$



Notes afférentes aux états financiers Le 31 mars 2011

1. BUT DE L'ORGANISATION

Le Centre est l'autorité reconnue au Canada en matière de sport fondé sur des valeurs et sans dopage. Au nom de la communauté sportive canadienne, le Centre fournit un leadership solide et efficace au Mouvement Sport pur et au Programme canadien antidopage. Le Centre offre des programmes et des services à l'échelle nationale et internationale en matière de consultation, d'éducation, de soutien technique et de solutions pour faire avancer le sport fondé sur des valeurs et sans dopage au Canada.

Le Centre a été constitué en société sans capital-actions le 29 avril 1991 en vertu de lettres patentes. Le Centre est exonéré de l'impôt sur le revenu étant reconnu comme un organisme sans but lucratif en vertu de la Loi de l'impôt sur le revenu.

2. PROCÉDURES COMPTABLES IMPORTANTES

(a) Fondements comptables

Les recettes et les dépenses sont déterminées selon la méthode de la comptabilité d'exercice, laquelle consiste à inscrire aux livres les produits gagnés et les charges engagées en les imputant à l'exercice qui s'applique, sans considération du moment où les opérations sont réglées par un encaissement ou un décaissement.

(b) Contributions du Patrimoine canadien (Sport Canada)

Les contributions reçues du Patrimoine canadien (Sport Canada) sont assujetties à des modalités et des conditions de dépenses précises. Le Patrimoine canadien (Sport Canada) se réserve le droit de vérifier les livres de l'organisation en tout temps pour identifier, s'il y a lieu, les situations où les dépenses réglées au moyen des contributions ne sont pas conformes aux modalités et conditions établies et où des sommes doivent, par conséquent, être remboursées au Patrimoine canadien (Sport Canada). Les corrections apportées aux contributions des années précédentes paraissent à l'année pour laquelle le Patrimoine canadien (Sport Canada) a demandé le redressement.

(c) Amortissement des biens immobilisés

Les biens immobilisés sont indiqués au prix coûtant, moins le montant cumulé des amortissements. Les améliorations locatives sont inscrites nettes de toutes incitations à prendre à loyer. Ces achats sont amortis selon la méthode linéaire suivante :

Matériel de bureau 5 ans Matériel informatique 3 ans Système comptable 10 ans Équipment Sysmex 4 ans

Améliorations locatives selon la durée non écoulée du bail.

(d) Conversion des états financiers établis en monnaie étrangère

Les actifs et les passifs monétaires exprimés en monnaie étrangère ont été convertis en dollars canadiens au taux de change en vigueur à la fin de l'année. Les éléments de revenus et de dépenses sont convertis au taux de change en vigueur au moment de chaque transaction.

 (e) Investissement en actions du CCES dans des projets de partenariat

L'investissement du Centre dans International Testing Inc. (ITI), une filiale à part entière fait l'objet d'une comptabilisation à la valeur d'acquisition, selon laquelle l'investissement est reporté en fonction des coûts et gains de l'investisseur est indiqué au titre des gains du Centre seulement si une administration est effectuée. La filiale à part entière n'a pas été consolidée en raison du fait qu'elle n'est pas essentielle au Centre. La note au point no 7 décrit la répercussion financière de ITI dans le cas où les états financiers auraient été consolidés.

(f) Utilisation des prévisions budgétaires

La préparation des états financiers en conformité aux principes de comptabilité généralement acceptés au Canada exige que la gestion fasse des estimations et des suppositions qui touchent les montants rapportés en matière de biens, responsabilités, revenues et dépenses et la divulgation des biens et responsabilités éventuels. Les résultats véritables peuvent différer de ces estimations.

(g) Services de bénévolat

Le Centre reçoit les services de plusieurs bénévoles, dont les coûts ne peuvent être raisonnablement estimés. Pour ces raisons, aucune représentation de ces dépenses n'a été incluse dans ces états financiers.

(h) Équipement d'apport

L'équipement d'apport est énoncé à la juste valeur du marché à la date de réception.

3. INSTRUMENTS FINANCIERS

Les instruments financiers du Centre comprennent les fonds en banque, les investissements, les comptes clients, les comptes fournisseurs et les charges à payer. De l'avis des gestionnaires, le Centre n'est exposé ni à des taux d'intérêt ni à des risques bancaires considérables en raison de ces instruments financiers. La juste valeur de ces instruments financiers se rapproche de sa valeur comptable, à moins qu'il en soit autrement indiqué.

Risque de crédit

Le risque de crédit provient de la possibilité que les contributeurs et les clients ne puissent honorer leurs engagements et obligations. Le Centre est exposé au risque de crédit par ses comptes débiteurs. La direction est d'avis que le Centre n'est pas exposé à un risque de crédit important.

4. FONDS AFFECTÉS

Le Centre administre des fonds au nom de l'Entente antidopage international (EAI).

Les fonds en banque de 14 910 \$ sont réservés aux activités connexes à l'EAI. Les recettes différées comprennent 14 910 \$ au sujet de l'EAI.

5. GESTION DES CAPITAUX

Le Centre considère que son capital représente l'équilibre maintenu dans ses actifs nets. Le principal objectif du Centre consiste à investir son capital de manière à lui permettre de continuer à titre de continuité d'exploitation et d'atteindre ses objectifs. Les fonds et les investissements sont investi sous la gouverne du conseil d'administration du Centre afin d'offrir un taux de retour raisonnable, de minimiser les risques et de s'assurer que des investissements liquides adéquats se trouvent en caisse pour les exigences actuelles en matière de flux de trésorerie. Le Centre n'est pas sujet à des exigences imposées par les parties externes par rapport à son capital, sauf comme l'indique la note 4.

6. IMMOBILISATIONS

	Coût	Amortisse- ment cumulé	Net
Matériel du bureau	76 634 \$	48 100 \$	28 534 \$
Matériel informatique	82 452	62 564	19 888
Système comptable	106 042	10 604	95 438
Équipement Sysmex	50 000	12 500	37 500
Améliorations locatives	56 533	28 267	28 266
	371 661 \$	162 035 \$	209 626 \$

Les coûts engagés au titre des améliorations locatives sont nets de 158 800 \$ en incitations pour les améliorations locatives. Amortissement des dépenses pour l'année : 54 867 \$.

7. INVESTISSEMENT DU CCES - PROJECTS DE PARTENARIAT

International Testing Inc. (filiale en propriété exclusive) \$ 3

Si les états financiers d'International Testing Inc. avaient été consolidés, les biens totaux et les surplus auraient augmenté de 6 627 \$.

8. FONDS DE RÉSERVE POUR LES IMPRÉVUS

Au 25 mars 1997, le conseil d'administration du Centre a approuvé la création d'un fonds de réserve pour les imprévus d'une valeur de 250 000 \$. Ces fonds représentent une source de revenus ou d'appui financier qui vise à compenser les interruptions inattendues d'entrée de fonds au Centre. Voici les appropriations par rapport au fonds :

1997	250 000 \$
2000	(50 000)
2001	100 000
2002	50 000
	350 000 \$

Aucune attribution n'a été approuvée ni requise au cours de l'exercice financier qui se termine en 2011.

9. FONDS DE RÉSERVE POUR L'ÉTHIQUE DANS LE SPORT

Le 26 mars 2002, le conseil d'administration du Centre a approuvé la création de ce qui deviendrait le Fonds de réserve pour l'éthique dans le sport. Voici les appropriations par rapport au fonds :

2002	250 000 \$
2004	400 000
2004	(33 000)
2005	(20 000)
2007	(149 021)
2010	(9 528)
2011	(67 457)
	370 994 \$

Au cours de l'année, le Conseil a autorisé une appropriation pouvant aller jusqu'à 90 000 \$ du surplus afin de couvrir le déficit d'exploitation. L'appropriation actuelle était de 67 457 \$.

10. TRANSACTIONS AVEC DES PARTIES CONNEXES

Un gestionnaire du Centre est également un directeur de la Fondation Sport pur, un organisme de bienfaisance enregistré. Le Centre a donné un soutien administratif au coût 181 652 \$ à la Fondation et les ventes du matériel promotionnel ont rapporté nil \$ à la Fondation. Le Centre a reçu un soutien administratif au coût 15 000 \$ de la Fondation. Ces transactions ont été mesurées selon le montant d'échange, soit le montant de considération établi et accepté par les apparentés. Les comptes clients comprennent un montant échu de la Fondation Sport pur de 147 635 \$.

International Testing Inc. (ITI) est une partie connexe par son statut de filiale à part entière du Centre.

11. ENGAGEMENTS

- (a) Le Centre a conclu une entente contractuelle de services avec l'Institut national de la recherche scientifique (laboratoire INRS), pour un total de 1 320 000 \$ par année. L'entente prendra fin le 31 mars 2014.
- (b) Le Centre a signé un bail pour son bureau jusqu'au 31 mai 2017 pour un loyer de base annuel et des frais d'exploitation et taxes connexes d'environ 119 000 \$ par année. Le loyer de base annuel sera de :

2012	102 610 \$
2013	103 272 \$
2014	103 272 \$
2015	103 272 \$
2016	103 272 \$
2017	103 272 \$

12. ÉVOLUTION DE LA SITUATION FINANCIÈRE

Cet état n'a pas été préparé compte tenu que tous les renseignements pertinents se retrouvent dans les autres états financiers.

13. DONNÉES COMPARATIVES

Certaines données comparatives ont été reclassées afin d'être conformes à la présentation des états financiers actuels.



350-955 rue Green Valley Cr Ottawa ON Canada K2C 3V4 Tel/Tél + 1 613 521 3340 + 1 800 672 7775 Fax/Téléc + 1 613 521 3134 info@cces.ca www.cces.ca



(also available in English)